

## Burundi : devant l'ONU, Paris plaide pour l'envoi d'une force de police

RFI, 12 février 2016 La France est à l'offensive diplomatique à l'ONU sur le Burundi. Après le vote d'une résolution au mois de novembre dernier, Paris espère désormais faire adopter un nouveau texte au Conseil de sécurité, qui prévoit l'envoi d'une force de police qui serait intégrée aux contingents burundais. Les autres membres de l'ONU ne seraient pas fermés à une telle option même si son utilité en cas de dégradation rapide de la sécurité reste encore à démontrer. L'idée de déployer une force de police au Burundi aurait été initialement proposée par les Russes, mais elle a été formalisée par la France devant le Conseil de sécurité. Paris demanderait ainsi à l'ONU d'engager une centaine d'hommes afin de les intégrer aux forces de police burundaises. Cela permettrait de générer un climat de sécurité et surtout de garder un œil sur des policiers qui ont été les principaux acteurs des violences contre les opposants au président Nkurunziza. Reste à obtenir l'accord des membres les plus récalcitrants du Conseil, parmi lesquels les partenaires africains, égyptiens et russes. Les Français devront aussi convaincre le président burundais, Pierre Nkurunziza lui-même. Jusqu'à présent, il s'est toujours opposé à toute présence étrangère de l'ONU ou de l'Union africaine au Burundi. Il aurait d'ailleurs affirmé cette position lors de sa rencontre avec les membres du Conseil de sécurité en janvier dernier à Bujumbura. Cette offensive diplomatique de la France sur le Burundi fait suite aux propos alarmistes des Britanniques et des Américains sur l'imminence d'un génocide. Paris a jusqu'ici une analyse plus nuancée sur cette menace et plaide ainsi pour une force de police limitée afin, dans un premier temps, de jouer un rôle stabilisateur. Avec notre correspondante à New York, Marie Bourreau